

des idées

des événements

des hommes

Responsabilité de l'entreprise et avenir du Québec

1) Les grandes anticipations pour l'an 2000

par LÉON DION

● Extraits d'une conférence prononcée par M. Léon Dion, de l'université Laval, au colloque du Centre des dirigeants d'entreprise sur "les responsabilités publiques de l'entreprise", le 18 février.

Le Québec a longtemps hésité entre le conservatisme et le progressisme. Ce n'est qu'au cours des années '60 qu'il a opté pour le progrès mais dans certains secteurs d'activités, il a continué à pencher du côté du conservatisme.

La "révolution tranquille" a déblayé le terrain et préparé les voies à la vocation manifeste du Québec durant les années '70: accéder pleinement à la modernité.

Toutes les conditions requises s'offrent à lui, à portée de la main. Certes, il risque de trébucher sur les embûches considérables qui parsèment la route à suivre: embûches d'ordre économique, syndical, social, culturel et politique. Le poids d'un passé vénérable mais démodé va peser encore très lourdement sur le choix des options; la résistance d'anachronismes historiques va freiner les meilleurs élans. La jeunesse, l'inexpérience, la fatigue entraîneront des actes précipités et erratiques. Mais il y a ici un besoin inassouvi bien qu'encore mal exprimé et ignoré de plusieurs, surtout parmi les dirigeants, de s'attaquer à la construction d'une société neuve et, pour reprendre un mot à la mode, compétente.

Les grandes tendances évolutives sont claires: le Québec occupe un lieu privilégié de la planète: les chances de développement dans plusieurs sphères d'activités sont ici excellentes. Mais ces grandes tendances sont en même temps incertaines: pas plus que d'autres sociétés et moins encore que nombre d'entre elles, le Québec n'est et ne peut être maître absolu de ses destinées.

La présente décennie connaîtra une révolution des communications, plus particulièrement des télécommunications. Cette révolution des communications est double d'une révolution dans le domaine de l'information. Une nouvelle discipline - l'informatique - se développe à un rythme fantastique. Deux aspects de cette double révolution auront des incidences particulières au Québec au cours des prochaines années.

En premier lieu, la possibilité technique de créer une véritable banque de données sociales et économiques, d'ordre quantitatif et qualitatif, impliquant l'ensemble du secteur public et du secteur privé à l'échelle du Canada et même de l'Amérique du Nord va soulever à tous les plans - collecte, analyse, contrôle, distribution, consommation de l'information - des problèmes politiques, culturels et linguistiques particulièrement complexes. Si le Québec, pour des raisons d'auto-défense, décide de se tenir à l'écart et de ne pas faire partie du consortium dans le domaine de l'informatique qui groupera au moins toutes les parties de l'Amérique du Nord, il se verra relégué au rang de tribu moderne, statut peu enviable de toutes les collectivités qui refuseront ou seront empêchées de suivre la route de la modernité.

En deuxième lieu, il sera enfin donné aux sociétés de transmettre à peu de frais aux individus, les informations qui leur font aujourd'hui défaut pour être actifs et responsables dans les diverses organisations dont ils sont membres. Nombre d'éléments de la démocratie directe propre à certaines collectivités plus simples pourront se retrouver sous une forme supérieure au sein de nos sociétés complexes: ainsi le recours méthodique aux sondages permettra de mieux connaître les vues de la population sur les questions qui la concernent que ne le permettait l'assemblée du peuple sur la place publique.

Mais la reconnaissance de l'interdépendance obligée du Québec avec toutes les parties du monde, si elle exclut la décision qu'il pourrait prendre de se retirer du concert des peuples et de s'engager dans la poursuite d'un destin solitaire, n'empêche toutefois pas, bien au contraire, la recher-

che des voies les plus propices à lui permettre de tirer un maximum de profit des possibilités qui vont s'offrir à lui au cours des années qui viennent. Les grandes anticipations pour l'an 2000 formulées à l'endroit des pays les plus progressifs valent aussi à des degrés divers pour le Québec.

Un point d'interrogation qui se pose aujourd'hui dans tous les pays industrialisés concerne la forme que les lignes maîtresses d'évolution assigneront finalement aux interactions du social et du politique. A l'heure actuelle, trois modes d'interactions du social et du politique paraissent presque également possibles: la technocratie, l'anarchie et la concertation. Des éléments de chacun de ces modes se trouvent entremêlés dans les structures et les actions socio-politiques. Les durs affrontements qui se livrent aujourd'hui un peu partout dans le monde autour de la notion de participation manifestent que nous nous trouvons à une croisée de chemins. Que les sociétés aient les ressources propres à aménager une mécanique socio-politique rénovée et conçue de façon à permettre la participation active des individus et des groupes aux actes des pouvoirs, cela ne paraît pas douteux. Ces réaménagements n'épargneront pas l'entreprise. L'entreprise doit notamment prévoir qu'il lui faudra se donner à assez brève échéance de nouveaux modes d'intégration avec le social et le politique et, de façon particulièrement pressante, qu'il lui faudra intéresser, beaucoup plus directement qu'aujourd'hui, les employés à l'ensemble de la vie industrielle.

En même temps et à l'instar de toutes les autres parties du monde, se posera ou continuera de se poser pour le Québec la question de certains choix spécifiques particulièrement difficiles et à propos desquels il n'existe pas a priori de bonnes ou de mauvaises réponses. Parmi ces choix, se présente d'abord celui du statut politique. Il n'est pas possible de prévoir ce que sera, sous cet aspect, le Québec de 1980. Il est aujourd'hui loisible à quiconque d'être fédéraliste canadien ou d'être séparatiste. Et nous savons que des forces travaillent depuis dix ans dans le sens de la séparation. Mais nous ignorons si, quand et comment ces forces triompheront de celles qui cherchent à consolider le fédéralisme.

Enfin, durant la décennie qui commence, le Québec devra trouver un ajustement souple entre les quatre grands rouages des sociétés contemporaines: le gouvernement, l'entreprise, l'université et les syndicats. Jusqu'ici, les relations entre ces quatre pôles de dynamique ont grandement laissé à désirer.

La technologie post-industrielle et le Québec

L'entreprise, particulièrement celle qui œuvre dans les secteurs dits de pointe, est devenue le principal moteur du changement social. Elle représente plus que le cadre matériel de la société post-industrielle. Sous la forme de la grande corporation, elle est un centre privilégié de création des valeurs.

De plus en plus, le monde dans lequel vivent les hommes, les sentiments qui les meuvent, les idées qui les motivent, les outils qu'ils utilisent sont fabriqués par la grande corporation ou propagés par elle. Le principe de la polarisation de la dynamique sociale moderne consiste dans l'exigence d'une logique technicienne au service du mieux-être. Les grandes corporations, grâce aux puissants moyens de contrôle que leur procurent le capital, les connaissances scientifiques, l'information et la publicité, ont de nos jours supplanté les Églises comme institutions sociales dominantes.

Ce sont les corporations qui procurent aux sociétés contemporaines les normes premières de leur organisation. Les grandes corporations, aux États-Unis surtout mais aussi dans tous les pays à économie industrielle avancée, sont en train de remodeler les sociétés selon une logique toute autre mais aussi contraignante que celle de l'Église au Moyen Âge. Elles incarnent le pouvoir spirituel des temps modernes: leur Évangile est celui de la richesse qui a trouvé son apothéose dans les principes d'intendance (stewardship) et de curatelle (trusteeship); l'hérésie moderne, c'est le refus de la légitimité de la grande corporation. Et tout comme jadis l'Église imposait ses valeurs et ses intérêts à toute la société et dominait fréquemment son rival, le pouvoir séculier, de même aujourd'hui les valeurs et les intérêts dominants qui activent la dynamique sociale et l'aiguillent vers le système politique émanent souvent de la grande corporation. Une société sans grande corporation n'accèdera pas à la modernité.

On reproche à l'entreprise d'avoir contribué à polluer l'air, à encombrer les villes. Et c'est à juste titre qu'on lui demande d'aider à surmonter les maux qu'elle a engendrés. Mais ne peut-on pas également la tenir en partie responsable de la crise spirituelle de notre temps et réclamer par conséquent d'elle sa participation à la recherche des moyens à prendre pour la résorber? Pour ma part, je suis convaincu que la technologie dite post-industrielle rend possible, notamment par l'accroissement des loisirs qu'elle permet, un niveau, non seulement matériel mais aussi spirituel, de civilisation inégalé jusqu'ici dans l'histoire. Mais encore faut-il faciliter la pleine émergence des

valeurs humanistes nouvelles et non pas l'enlever en n'en livrant à la masse de la population, pour des raisons étroites mercantiles, que de pauvres déchets sous la forme de gadgets et d'amusettes.

Le système d'éducation et le monde des affaires

Pour éviter que la prolongation de la scolarisation ne débouche sur la frustration, il faut certes créer de nouveaux emplois. Mais il faut faire plus que créer des emplois. Il faut donner un visage humain à la nouvelle technologie. Il y a risque imminent de crise grave. Le profond malaise chez les étudiants tient au double fait que les programmes d'enseignement sont mal adaptés aux besoins des sociétés et que tous les efforts déployés en vue de développer sans cesse la technologie ne semblent pas s'appuyer sur une finalité humaniste inspiratrice d'idéal.

Certains déplorent la nature de l'orientation professionnelle des étudiants. La proportion de ceux qui se dirigent vers les sciences humaines à la suite de leurs études secondaires est plus forte au Québec qu'ailleurs (60 pour cent au Québec francophone et 40 pour cent en Ontario).

Pour ma part, je me préoccupe davantage de la façon dont les sciences de l'homme sont aujourd'hui considérées dans nos CEGEP et nos universités que de la proportion en effet excessive des étudiants qui s'y engagent. Dans une large mesure, comme ce fut précisément le cas lors d'un premier déblocage au lendemain de la deuxième guerre mondiale, je suis persuadé que l'évolution de la société, si elle se poursuit dans le sens de la modernité, va susciter d'elle-même et par effet d'entraînement un redressement de la situation (création de nouveaux emplois, incitations pressantes, etc.). En tentant d'accélérer ce redressement par des dénonciations mal inspirées des sciences humaines, on contribue à dévaloriser ces dernières dans les CEGEP. Cette façon de voir laisse pour le moins singulier quand on considère l'ampleur de la remise en question et de la valorisation des sciences humaines aux États-Unis. Deviendrons-nous encore plus tributaires de ce pays dans ce domaine que nous ne le sommes déjà?

La jeunesse, plus particulièrement la jeunesse étudiante, est souvent considérée comme une source de désordre. En réalité, elle est appelée à jouer un rôle de premier plan dans l'évolution de la société. C'est en essayant de contenir ses élans plutôt que de les orienter vers des tâches constructives qu'on provoque chez elle des réactions négatives. Mais il reste que le Québec s'équipe lentement en hommes aptes à relever les défis scientifiques, techniques et humains des années qui viennent. L'entreprise doit s'interroger sur ses responsabilités dans ce domaine. Contribue-t-elle suffisamment à faciliter l'adaptation de notre système d'éducation aux besoins de l'âge post-industriel? Facilite-t-elle de façon convenable le choix des carrières et l'adaptation des jeunes diplômés aux tâches qu'elle leur confie? Jusqu'à présent, un bien plus grand nombre de diplômés anglophones choisissent de faire carrière dans la fonction publique, tant fédérale que provinciale, plutôt que dans l'entreprise privée. A quoi attribuer cette tendance? L'entreprise est-elle assez présente dans les campus des universités francophones?

Grâce à l'instruction et aussi à l'influence du milieu ambiant, la génération montante des Québécois, parmi les meilleurs de ses éléments, aspire à une autre vie que celle dont se sont contentées les générations antérieures.

Si l'entreprise ne perçoit pas cette aspiration ou si elle n'est pas disposée à prendre les moyens propres à se rendre apte à la satisfaire, elle sera coupable d'arrogance et d'abus de pouvoir. En même temps qu'elle entravera la volonté du Québec d'accéder à la modernité, elle agira à l'encontre de ses propres intérêts en s'empêchant de tirer plein profit des ressources humaines du milieu.

Une interrogation de même nature se pose à l'endroit de la contribution de l'entreprise à la recherche scientifique qui, depuis quelques années déjà, se poursuit au Québec. Le Conseil national (fédéral) des recherches et le Conseil des Arts du Canada assument la part la plus considérable du financement de ces recherches. Dans certains cas, l'entreprise poursuit elle-même des recherches, en général de concert avec les universités puisque, contrairement à la situation qui existe aux États-Unis, peu d'entreprises au Québec disposent d'importants laborato-

res de recherches. Mais l'entreprise au Québec ne s'en remet-elle pas trop souvent aux travaux de laboratoires américains même pour l'étude de questions qui pourraient avantageusement être entreprises ici pour des raisons tenant aux conditions particulières du Québec (climat, nature du sol, préoccupations particulières, caractéristiques de la population, etc.)?

La création récente par le gouvernement d'un Institut national de recherches scientifiques est certes mal inspirée quant aux moyens choisis mais elle manifeste indubitablement l'aspiration vers la modernité. Cette aspiration est cependant vouée à l'échec si le Québec faillit dans la tâche de se donner un cadre de recherches propres à susciter et à coordonner l'action des trois grands moteurs de la recherche scientifique aujourd'hui: l'entreprise, le gouvernement et l'université et à intégrer ces recherches dans le grand réseau techno-scientifique nord-américain.

(A suivre)

INSCRIPTION AU COURS COLÉGIAL
(PROGRAMME DU C.E.G.E.P.)

SCOLASTICAT CENTRAL
DE MONTRÉAL

COLLÈGE PRIVÉ D'INTÉRÊT PUBLIC

Cours offerts

- Enseignement général
— pré-universitaire
- Enseignement professionnel
— Rééducation en Institution
— Informatique

Service de résidence

Les étudiants et les étudiantes peuvent loger sur le campus du collège.

Les personnes qui désirent s'inscrire doivent le faire avant que possible avant le 15 mars.

Adresse:

Collège du Scolasticat Central de Montréal

7000 rue Marie-Victorin

Montréal-Nord

Tél.: 322-3903

Un spécialiste vous parle "cheveux"



M. R.-A. Pierre, trichologue, expliquant les principales fonctions des glandes sébacées.

"Vous n'êtes obligés qu'envers vous-mêmes si vous désirez essayer de vous tracter devant la perte de cheveux, les pellicules, les démangeaisons ou tout autre malaise du cuir chevelu."

"Par suite de négligence ou de mauvais soins des cheveux, presque tous les individus souffrent de quelque malaise du genre. C'est là la cause de la plupart des cas de perte de cheveux ou de calvitie d'aujourd'hui."

Après examen, M. Pierre vous répondra franchement à quatre questions: (1) Qu'est-ce qui ne va pas dans votre cuir chevelu? (2) Le traitement Pierre peut-il vous aider? (3) Si oui, jusqu'à quel point? (4) Combien il vous en coûtera?"

Trop de personnes souffrent de réactions psychologiques dues au mauvais état de leur chevelure: la honte, la tristesse, le dégoût peuvent s'observer.

Ne continuez pas à vivre dans cet état nerveux qui pourrait engendrer des complications.

D'après l'expert Pierre, le traitement qu'il applique satisfait plus de 90 pour cent de ceux qui s'y soumettent.

Habituellement, explique M. Pierre, un homme est entièrement désespéré - et complètement chauve - quand il décide de consulter l'expert Pierre. Tout le temps qu'il perd ses cheveux, il cherche à justifier sa négligence avec l'une ou l'autre des superstitions relatives aux cheveux. Que la calvitie est héréditaire, que l'homme en vieillissant perd naturellement ses cheveux; que rien ne peut être fait pour arrêter la chute des cheveux.

"Avant qu'il se soit décidé de nous consulter, son cuir chevelu est fort endommagé. Parfois, nous devons lui avouer que nous ne pouvons faire rien d'autre que lui conserver les cheveux qu'il possède encore."

Cela, nous pouvons le faire presque toujours. Il suffit de mettre un terme aux affections du cuir chevelu et d'enseigner à l'individu comment prendre soin de ses cheveux à l'avenir.

De plus, à la fin du cours de nos clients revient une fois par mois, et ceci sans frais additionnels, subir un examen d'entretien.

par RAYMOND TRICHOLOGUE

CENTRE CAPILLAIRE PIERRE
EDIFICE PLACE CANADIENNE
450 est, SHERBROOKE, angle Berri
Suite 390 - Tél.: 288-3823 - 278-7378

Sortie du métro Sherbrooke - Berri
Heures: 11h. a.m. à 8h. p.m.
Le samedi, 10h. a.m. à 4h. p.m.

lettres au Devoir

Un mauvais "Sel" à Radio-Canada

Un mauvais "Sel"... Le Sel de la semaine a/s du Réalisateur, Montréal.

La réception et audition de Léo Ferré au "Sel de la semaine" du 5 février a été loin d'être édifiante pour notre culture canadienne-française. Ses déclarations concernant ses propres sentiments: "Je suis un anarchiste, un ultra-gauchiste"; "J'ai trop aimé les autres"; "J'aurais dû être plus individualiste", et ses commentaires sur ses chiens, ses femmes, etc, etc, n'ont pas été édifiants, loin de là.

Je proteste donc auprès du "Sel" de Radio-Canada qui nous présente

des artistes ou écrivains français de 31ème classe. Nous n'avons rien à apprendre de ces gens qui ne sont même plus acceptés par la majorité française actuelle de France. Au contraire, c'est pour nous une dégradation, un pourrissement pour notre culture. Il serait préférable de nous présenter des Adrien Pouliot, des Lemelin, etc.

Que le "Sel" à Radio-Canada soit mis en salière. Espérons que Québec n'utilisera pas les mêmes selles dans ses échanges franco-québécois.

René HARMEGNIES
Québec, 6-2-70

Quand des étudiants ne veulent rien entendre

M. Lacombe, J'aimerais d'abord vous remercier au nom de Canada Uni Respect et Egalité (C.U.R.E.) d'avoir bien voulu permettre à deux de nos membres d'accéder à l'université de Montréal en vue d'y vendre notre bouton-embrième et de solliciter l'adhésion d'étudiants à notre association.

Il est malheureux, toutefois, que des étudiants à l'édifice des sciences sociales et politiques nous aient menacés de sévices corporels si nous ne quittons pas les lieux le plus tôt possible.

A mon sens, c'est le type de liberté de parole et d'assemblée que ces jeunes ne peuvent accepter ou auquel ils ne peuvent s'intéresser, car il les priverait de la seule chance qu'ils ont de promouvoir leur formule antidémocratique, formule qu'on retrouve chez les dictateurs ou les extrémistes et qui consiste à vouloir contester sans opposition.

Je suis parfaitement convaincu que la majorité des étudiants ne

sont pas d'accord avec cette poignée d'extrémistes, mais les actions sont plus éloquentes que le langage et il est malheureux que cette minorité donne à l'université de Montréal aux yeux du public l'impression d'être un terrain de fermentation pour le séparatisme.

De plus, si c'est là la méthode employée pour faire pénétrer dans l'esprit de nos futurs politiciens québécois les sciences politiques, il y a sérieusement lieu de craindre pour le sort et l'avenir de nos enfants.

Nous voulons, malgré tout, vous remercier à nouveau, vous et ceux qui nous ont permis de tenter notre chance. Cette visite a peut-être contribué à accroître notre courage dans la lutte contre le séparatisme et contre les politiques que certains de ses promoteurs voudraient ainsi imposer à la population.

Robert C. BEALE, président de C.U.R.E., Montréal, 27-1-70.

DOMAINE DES HAUTS-BOIS

**Sur le versant du Mont St-Bruno
la campagne à 10 minutes de Montréal**

Voilà une réalité qui laisse rêver et qu'on ne réalise qu'après avoir parcouru les 7 milles qui séparent le tunnel Lafontaine du Domaine des Haut-Bois (sortie 62). Une solution d'habitat jeune et moderne, un art de vivre. On peut acheter un terrain et bâtir une des 25 maisons du catalogue ou celle de votre propre constructeur ou encore acheter le terrain et bâtir plus tard. A noter qu'il se crée au Domaine un vaste complexe de loisirs et de sports.

MAISONS entre
\$15,000 et \$25,000
COMPTANT de \$1,500 à \$2,500
TERRAIN BOISE: 30 cents le pc
TERRAIN NON BOISE: 20 cents le pc
Comptant sur les terrains:
10%. Solde sur 5 ans
Intérêt sur capital
dégressif: 6%

LABORATOIRE
SORTIE 62
Ste-Julie
Tunnel
7 milles
Trans-Canada
DOMAINE DES HAUTS-BOIS
MT ST BRUNO

ACHETEZ UN TERRAIN QUI S'APPRECIÉ AVEC DES DOLLARS QUI SE DÉPRÉCIENT
renseignements: 7 rue Gilles Vignault, St-Julie, Tr-Can. sortie 62, Tél. 649-1435